

ARRETE DU MAIRE N°2024_610

Réglementant temporairement l'occupation du domaine public

N°117 bis Rue de la République

Le Maire de la commune de Rives,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, articles L 2212-1 à L 2212-2 relatifs aux missions de la police Municipale, l'article L 2213-1 à l'article L 2213-6 relatif aux arrêtés de police du Maire ;

Vu le Code de la Route R417-10 ;

Vu la demande présentée par la **société HEXA DEBARRAS** située au N°2 Place Gustave Rivet à 38000 GRENOBLE, en vue d'obtenir une autorisation d'occupation du domaine public pour le stationnement d'un camion dans le cadre d'un débarras.

Considérant qu'il y a lieu de prendre les mesures de sécurité afin de prévenir tout accident,

Considérant la nécessité de modifier temporairement les règles de stationnement,

ARRETE :

Article 1 - Durant le débarras :

Le stationnement de tous les véhicules sera interdit en face du N° 117 Bis Rue de la République sur **deux places de stationnement matérialisées, sauf pour les véhicules de la société HEXA DEBARRAS** afin d'intervenir pour vider le logement.

Le non-respect de ces interdictions entraînera la verbalisation et la mise en fourrière immédiate des véhicules.

Article 2 – La **société HEXA DEBARRAS** devra veiller à garantir aux piétons une circulation possible et sécurisée à tout moment, un accès aux habitations et commerces à proximité. Le balisage par quilles ou par barrières de l'emplacement réservés sera mis en place, entretenu et déposé par **HEXA DEBARRAS**. Les véhicules d'intervention d'urgence aux personnes et des services publics devront également pouvoir circuler.

Article 3 - Les dispositions prévues aux articles 1 et 2 du présent arrêté sont valables **uniquement le 18 octobre 2024 de 09h00 à 17h00 et le 21 octobre 2024 de 09h00 à 17h00.**

Article 4 – La Direction Générale des Services, la Brigade de Gendarmerie et la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté ;

Article 5 - Toute personne intéressée dispose d'un délai de recours de 2 mois à compter de la publication de cet arrêté pour saisir le Tribunal Administratif de Grenoble.

Fait à Rives, le 07 octobre 2024

Le Maire,

Julien STEVANT

